

### **Réaction de GIBBIS aux propos du président de la Mutualité chrétienne**

Les récents propos du président de la Mutualité chrétienne, Luc Van Gorp, sont étonnants.

La future mise en réseau des hôpitaux a pour but essentiel d'offrir aux patients une plus grande qualité des soins, notamment via une concentration de l'expertise en moins d'endroits.

Dans ce cadre, l'objectif est de créer des centres de référence qui réuniront les activités hospitalières de pointe, mais aussi de développer des alternatives à l'hospitalisation. Mais à côté de ces centres de référence et de ces formes alternatives à l'hospitalisation, il faudra toujours des hôpitaux qui offrent des soins dits de base et spécialisés, proches du patient et tenant compte des spécificités locorégionales.

Actuellement, il y a sans doute des lits agréés en surnombre. La dernière étude Maha 2016 démontre la sous-exploitation de bon nombre de services hospitaliers et dès lors la réalité d'une offre excédentaire. Notons que les lits excédentaires ne sont pas financés et permettent aujourd'hui de faire face à certains pics d'activité. On sait aussi que la Belgique compte 15 % d'hospitalisations en plus que la moyenne de l'Union européenne.

Mais la solution n'est pas de fermer un hôpital sur quatre.

La solution est d'inviter les hôpitaux, via la création des réseaux et une nouvelle approche de la programmation hospitalière, basée sur des formes modernes de prise en charge des patients comme les itinéraires cliniques, à collaborer au sein des futurs réseaux pour organiser entre eux les soins spécialisés et les soins de base, et, surtout, développer des offres de soins, résidentielles et ambulatoires, alternatives à l'hospitalisation classique.

Ces alternatives à l'hospitalisation classique sont indispensables pour répondre aux besoins, notamment des malades chroniques et des personnes âgées, dans toute une série de situations où le patient a besoin d'un encadrement de soins moins lourd que celui que propose l'hôpital mais plus important que ce qu'il pourrait avoir à domicile.

Les hôpitaux devraient avoir l'ambition de devenir le pouvoir organisateur de ces structures de soins : ils auraient ainsi l'avantage de gérer, et donc d'organiser au mieux, le trajet de soins dont le séjour hospitalier n'est qu'un épisode parmi d'autres. Ils pourraient aussi optimiser l'affectation du personnel et rendre les reconversions de celui-ci plus faciles.

Car on ne ferme pas impunément un quart des hôpitaux sans un bain de sang social. Et cela, les gestionnaires d'hôpitaux n'en veulent pas. Ils ont le souci de leurs patients, mais aussi de leur personnel et de leurs médecins.

GIBBIS appelle donc à la raison. La mise en réseau exige au moins trois préalables :

- 1) Elle doit être construite sur des fondations de confiance, et donc ne pas être précipitée,
- 2) Elle nécessite un cadre budgétaire stable,
- 3) Elle doit être concertée avec tous les acteurs et cela requiert une parfaite collaboration entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, notamment pour développer ces formes alternatives à l'hospitalisation classique.

GIBBIS constate qu'aucune de ces trois exigences à la réussite de la réforme n'est rencontrée aujourd'hui.

GIBBIS lance dès lors un appel pressant au monde politique, et en particulier aux autorités fédérales et bruxelloises, pour rencontrer au plus vite ces trois préalables, à partir desquels la réforme pourra être mise en place sans dégâts collatéraux. Et certainement sans devoir fermer un quart des hôpitaux ...

**Contact : Dieter Goemaere, Coordinateur Hôpitaux Généraux, 0477/24.91.61**